



Les Echos

LUNDI 1^{ER} JUILLET 2019

Le classement des meilleurs avocats d'affaires « Les Echos Executives » // PP. 35 À 37

Musique Le sacre d'un génie français du piano // P. 13



Sadaka Edmond/Sipa



A Paris, les notaires prévoient que le cap symbolique des 10.000 euros le mètre carré sera franchi en août, à 10.090 euros. Photo Bruno Arbesu/RÉA

- Les prix ont encore gagné 3 % à Paris et 1 % sur l'ensemble du territoire au premier semestre.
- La hausse s'étend à la périphérie des principales agglomérations et même à la campagne.
- Taux d'intérêt au plus bas et critères d'attribution de crédit assouplis soutiennent une demande record.

// PAGES 18-19

Europe-Mercosur : un accord historique mais qui fait débat

COMMERCE Après vingt ans de négociations, Bruxelles est parvenue à un accord avec les pays d'Amérique du Sud.

C'est un signal très politique, en contrepoint de la rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping au G20, qui a été donné par Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, et les dirigeants du Mercosur (réunissant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay). Leur projet d'accord promet de faire disparaître 91 % des droits de douane que le Mercosur impose à l'UE, et 92 % de ceux pratiqués dans le sens inverse. Ce qui pourrait augmenter d'une centaine de milliards d'euros par an les échanges entre les deux blocs. Mais le projet a immédiatement suscité des critiques virulentes : de la part des syndicats agricoles, mais aussi, du côté des écologistes, de Nicolas Hulot, entre autres.

// PAGES 8-9 ET L'ÉDITORIAL DE DOMINIQUE SEUX PAGE 16



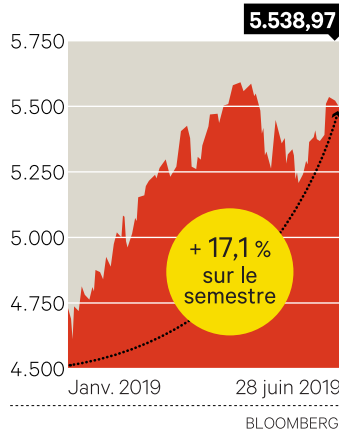
Le président argentin, Mauricio Macri, et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, à Osaka, samedi. Photo Charly Triballeau/AFP

En hausse de 17 %, le CAC 40 signe son meilleur semestre depuis dix ans

ACTIONS L'indice CAC 40 s'est adjugé 17,1 % depuis le début de l'année, son meilleur gain semestriel depuis 2009. Le S&P 500, pour sa part, a connu, sur la période, sa plus forte progression depuis vingt-deux ans. Les valeurs du luxe et de la technologie sont à la fête. Un dynamisme presque insolent dans un contexte marqué par les incertitudes économiques. Si la possible accalmie sur le front de la guerre commerciale entre Washington et Pékin a rassuré les investisseurs ces derniers jours, c'est bien le ton à nouveau très accommodant des banques centrales qui a soutenu le rally boursier. Le second semestre devrait toutefois être plus mitigé pour les marchés boursiers. // PAGE 31

La Bourse de Paris

CAC 40, en points



Politique industrielle 2.0

L'analyse de Jean-Marc Vittori

La politique industrielle remonte à l'ordre du jour dans les pays avancés, écrit Jean-Marc Vittori. Mais quel mode d'emploi pour le XXI^e siècle ? Des chercheurs du FMI proposent des pistes. Une contribution intéressante. // PAGE 11

l'essentiel

Déficit : des ambitions revues à la baisse

Bercy a légèrement dégradé, dimanche, sa prévision de déficit pour 2020, à 2,1 % du PIB, contre 2 % début avril. En revanche, la croissance est toujours attendue à +1,4 %. // P. 4

Homéopathie : Macron cherche une voie de sortie

Le déremboursement de l'homéopathie a pris une tournure politique. Emmanuel Macron hésite à y donner son feu vert. Le taux de remboursement pourrait être abaissé à 15 %. // P. 4

Rallye : direction et créanciers affûtent leurs arguments

Une cession de contrôle de Rallye ou un abandon de dettes ne sont pas envisagés à ce stade. Chaque camp prépare sa stratégie. // P. 21

Tour de France : les marques au rendez-vous

La 106^e édition de la Grande Boucle témoigne de son attractivité en séduisant de nouveaux sponsors. // P. 22

Apple : le départ de Jony Ive, symbole d'un changement d'ère

En quelques mois, deux hauts dirigeants ont quitté Apple. La démission du directeur du design arrive à un moment délicat pour la firme à la pomme. // P. 24 ET « CRIBLE » P. 38

Amende de 30 millions d'euros pour Carmignac

L'emblématique société de gestion a transigé avec le Parquet national financier pour clore son dossier de fraude fiscale. // P. 30



Apple

Les Echos
SUR
inter
DOMINIQUE SEUX
DANS « L'ÉDITO ÉCO »
À 7H45
DU LUNDI AU VENDREDI

M 00104 - 701 - F: 2,80 €
ISSN0153.4831 112^e ANNÉE
NUMÉRO 22979 38PAGES
Antilles Réunion 4 €. Guyane-St Martin 5,20 €. Belgique 3,40 €. Espagne 4,30 €. Grande-Bretagne 3€70. Grèce 4 €. Italie 4,30 €. Luxembourg 3,70 €. Maroc 30 DH. Suisse 5,70 FS. Tunisie 4,8 TND. Zone CFA 3000 CFA.

nim MANAGEMENT DE TRANSITION DEPUIS 2001

Trouver en quelques jours un dirigeant pour une mission de transition en France ou à l'International.

C'est notre engagement.

nimeurope.com
01 46 24 85 71

Groupe Menway

- Gérer un projet
- Transformer une activité
- Remplacer un dirigeant
- Redresser une entité

à suivre

Volkswagen a introduit en Bourse sa filiale poids lourds Traton

AUTOMOBILE Le constructeur automobile allemand Volkswagen a procédé, vendredi, à la vente de 11,5 % du capital de sa filiale poids lourds Traton, sur les Bourses de Francfort et Stockholm. L'opération, qui s'avère être la deuxième plus grande introduction en Bourse de l'année en Europe, lui a permis de lever 1,56 milliard d'euros, qui lui serviront à financer son virage vers le véhicule électrique. L'opération, prévue d'abord en avril mais suspendue mi-mars en raison d'un marché jugé défavorable, s'est finalement faite au point bas de la fourchette envisagée (27 à 33 euros), pour terminer sa première séance de cotation à 26,45 euros. Avec 233.000 véhicules vendus en 2018, l'entité rassemble les marques MAN, Scania et les camions VW.

La loi énergie-climat adoptée en première lecture à l'Assemblée

ÉNERGIE Les députés ont adopté la loi sur l'énergie et le climat en première lecture vendredi – en pleine canicule. Progressivement éteffée pour affirmer les ambitions vertes du gouvernement, la loi décrète l'urgence écologique et fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, en divisant par six au moins les émissions de gaz à effet de serre. L'objectif de ramener à 50 % la part du nucléaire dans le mix électrique a été reporté à 2035. La loi précise par ailleurs la procédure de fermeture des quatre dernières centrales à charbon de France d'ici à 2022. Les parlementaires ont en outre instauré une obligation de travaux dans les logements qualifiés de « passoires thermiques », mais sans sanctions financières pour le moment.

Fin des travaux de l'aéroport géant de Pékin

AÉRIEN Pékin s'offre un aéroport géant à 15 milliards d'euros pour répondre à l'envolée du trafic aérien chinois et célébrer le 70^e anniversaire du régime communiste. Les travaux ont officiellement pris fin dimanche avant une inauguration prévue le 30 septembre, à la veille de l'anniversaire de la fondation de la République populaire. Avec son terminal unique, à 46 km au sud de la place Tiananmen, il doit désengorger l'actuel aéroport international, au nord-est de la métropole de 21 millions d'habitants. A plein régime en 2025, avec 4 pistes d'atterrissage, il aura une capacité de 72 millions de passagers par an. A l'horizon 2040, il disposera de 8 pistes pour en accueillir 100 millions.

Le fonds Searchlight fait une offre sur l'équipementier Latécoère

AÉRONAUTIQUE Le fonds américain Searchlight a annoncé vendredi soir son intention de lancer une offre amicale sur l'équipementier aéronautique toulousain Latécoère. Searchlight était déjà entré à son tour de table en prenant 26 % de son capital en avril. Cette nouvelle offre valorise l'entreprise près de 365 millions d'euros. La société, qui emploie 4.960 personnes pour 660 millions d'euros de chiffre d'affaires, veut franchir une nouvelle étape après la suppression de 200 postes et l'investissement dans une nouvelle usine automatisée à Toulouse.

annonces judiciaires & légales

EPT PARISESTMARNE&BOIS

AVIS AU PUBLIC

Enquête publique sur le projet de modification n°1 du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Le président de l'Etablissement public territorial ParisEstMarne&Bois a prescrit par arrêté n° 2019-A-193 du 04/06/2019, l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Saint-Maur-des-Fossés. Celle-ci se tiendra du **jeudi 27 juin à 9 h 00 au mercredi 31 juillet à 17 h 45 inclus**. A cet effet, le tribunal administratif de Melun a désigné en qualité de commissaire enquêteur, Mme Cécile COINTEREAU.

Le dossier du projet de modification du Plan Local d'Urbanisme ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés en Mairie de Saint-Maur-des-Fossés, Place Charles de Gaulle, au pôle Urbanisme et Aménagement (4^{ème} étage), du jeudi 27 juin 2019 (9h 00) au mercredi 31 juillet (17 h 45) inclus, du lundi au jeudi de 9h 00 à 12 h00 et de 13 h 30 à 17 h 45 et le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13h 30 à 16h45 et les samedi 29 juin et 20 juillet 2019 de 9 h 00 à 12 h 00. Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à l'adresse suivante :

Madame le commissaire enquêteur
Enquête Publique PLU
Mairie de Saint-Maur-des-Fossés
Place Charles de Gaulle
94100 Saint-Maur-des-Fossés

Le dossier d'enquête publique sera également consultable durant l'enquête publique sur le site internet de la commune où les contributions dématérialisées pourront être formulées à l'aide d'un formulaire en ligne ainsi que par courriel à l'adresse suivante : enquetemodificationplu@mairie-saint-maur.com

Le dossier sera également consultable en format papier, à la direction urbanisme du territoire ParisEst-Marne&Bois au 1, place Uranie à Joinville-le-Pont, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Conformément à l'article L. 123-13 du code de l'environnement, les contributions électroniques seront consultables également sur le site internet de la ville. Les contributions (par courrier ou voie électronique) devront arriver au plus tard en Mairie le 31 juillet à 17 h 45. Celles-ci seront insérées au registre d'enquête, au fur et à mesure de leur réception, où elles pourront être consultées.

Le commissaire enquêteur recevra lors de quatre permanences :

- Le samedi 29 juin 2019 de 9h00 à 12h00,
- Le samedi 11 juillet 2019 de 9h00 à 12h00,
- Le samedi 20 juillet 2019 de 9h00 à 12h00,
- Le mercredi 31 juillet 2019 de 14h00 à 17h45.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée à la direction urbanisme du territoire ParisEstMarne&Bois, en Mairie et sur le site internet de la commune pour y être tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le PLU de Saint-Maur-des-Fossés a été dispensé par la Mission Régionale d'autorité environnementale de la réalisation d'une évaluation environnementale. A l'issue de l'enquête l'EPT pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des amendements au projet de modification du PLU. Le conseil de Territoire se prononcera par délibération sur l'approbation du PLU modifié.

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.



Le chantier de la centrale du Tricastin se prolongera jusqu'en 2023. Photo Philippe Desmazes/AFP

Nucléaire : Tricastin engage ses travaux post-40 ans

- La centrale nucléaire située dans la vallée du Rhône a entamé le 1^{er} juin les travaux qui doivent lui permettre de prolonger son exploitation de quarante à cinquante ans.
- « Le plus compliqué, c'est la coordination », estime EDF.

NUCLÉAIRE

Véronique Le Billon

@VLeBillon

—Au Tricastin

Dans la zone contrôlée où ne circulent que des intervenants en combinaison blanche, bleu ciel (le personnel de sûreté) ou orange (les tenues chaleur), deux salariés sont penchés sur une pompe Sulzer en cours de soudage. Elle sera bientôt raccordée à l'échangeur de chaleur installé il y a quelques mois et qui doit renforcer la sûreté en cas d'accident. Le réacteur numéro un de la centrale nucléaire du Tricastin (Drôme) a démarré il y a tout juste un mois sa « VD4 » : la quatrième visite décennale qui doit lui permettre, à l'issue de cinq mois de travaux, de prolonger son exploitation de dix années supplémentaires.

155 jours de travaux

Mis en service en 1980, Tricastin 1 est le premier des 58 réacteurs d'EDF à engager ces travaux.

Ceux-ci ont une portée différente des visites décennales précédentes : les réacteurs de plus de 40 ans devront intégrer des améliorations de sûreté portées par l'EPR en construction à Flamanville (Manche). Autrement dit : « *éviter une fusion du combustible et, si jamais elle intervient, ne pas avoir de rejet précoce obligeant au confinement de la population ni de contamination à long terme du territoire* », explique Etienne Duthail, le directeur du parc nucléaire d'EDF. Il s'agit, aussi, de « *rendre quasi impossible la fusion du combustible présent dans la piscine* ».

Concrètement, cela signifie installer des équipements qui permettraient d'extraire de la chaleur de l'enceinte de confinement du réacteur, de dégager une zone où pourrait s'étaler du magma (en cas de fusion du combustible), ou encore de s'assurer de la disponibilité de sources d'eau et d'électricité supplémentaires. « *La troisième visite décennale, c'est souvent le changement de gros composants comme des générateurs de vapeur. Cette fois, il y*

a beaucoup de chantiers électriques. Et le plus compliqué à gérer, c'est la coordination de tous les travaux », explique Frédéric Cornuel, chef de projet de la « VD4 ». Pour effectuer les 80 « chantiers d'amélioration » et les 25.000 opérations de maintenance recensées, EDF a d'ailleurs déjà rallongé la durée de travaux : alors qu'il tablait sur un arrêt du réacteur pendant 130 jours il y a encore quelques mois, il prévoit désormais 155 jours de travaux.

Chantier permanent

Ceux-ci vont même s'étaler sur plusieurs années : EDF, qui a anticipé certains travaux « tranche en marche » (quand le réacteur fonctionne) l'an dernier, a aussi obtenu de l'ASN qu'une partie des améliorations soient réalisées en 2023. « *On a considéré qu'il n'était pas réaliste de tout faire, c'était industriellement compliqué compte tenu de la charge de travail* », explique Etienne Duthail.

La centrale nucléaire du Tricastin, la plus petite des dix-neuf que compte l'Hexagone, va ainsi se

transformer en chantier permanent : la visite décennale sur le réacteur numéro deux aura lieu en 2021, celle du numéro trois l'année suivante, et celle du dernier réacteur en 2024. Chacun connaîtra en outre une deuxième phase de travaux, comme pour le premier réacteur. Au total, l'investissement s'élève à 7 milliards d'euros pour prolonger de dix années les 32 réacteurs de 900 mégawatts (hors Fessenheim) de la flotte d'EDF, soit « *un montant inférieur à 1 centime par kWh sur la facture* ». A rapporter à un prix du tarif bleu EDF de 15 centimes par kilowattheure. ■

7

MILLIARDS D'EUROS

Au total, l'investissement s'élève à 7 milliards d'euros pour prolonger de dix années les 32 réacteurs de 900 mégawatts (hors Fessenheim) de la flotte d'EDF.

Dans la salle des machines, la température dépasse 40 degrés

Les températures ont déjà excédé en 2003 et 2006 les valeurs retenues pour concevoir les centrales nucléaires actuelles. Pour poursuivre l'exploitation de ses réacteurs au-delà de quarante ans, EDF doit reprendre des études thermiques d'ici à 2021 afin de s'assurer « l'existence de marges ».

Dans la salle des machines de la centrale nucléaire du Tricastin (Drôme), les 400 mètres de long et les 40 mètres de haut du bâtiment ne suffisent pas à faire circuler l'air pour rafraîchir la température. A 17 heures jeudi, Météo France affichait encore 41 degrés à l'ombre, et le mercure était encore plus élevé près des alternateurs et des tuyauteries du circuit secondaire.

Chaque année lorsque le mercure grimpe, c'est la température du fleuve qui est scrutée par EDF pour voir s'il peut continuer à reje-

ter de l'eau dans la dérivation du Rhône et ainsi exploiter ses réacteurs : « *La réglementation impose que la température en aval du canal ne dépasse pas 28 degrés* », rappelle Cédrick Hausseguy, le directeur de la centrale du Tricastin. Malgré la canicule, c'est encore loin d'être le cas en ce début d'été, avec une eau dans le canal de Donzère-Mondragon autour de 21 degrés, selon EDF.

Disponibilité des matériels

L'an dernier, c'est d'ailleurs seulement en août que l'électricien avait été contraint de modular ou d'interrompre l'exploitation de quatre réacteurs (au Bugey, à Saint-Alban et à Fessenheim) en raison des températures élevées du Rhône et du Grand Canal d'Alsace. En ce début d'été, l'étiage (la hauteur d'eau) est aussi largement suffisant pour ne pas avoir à limiter les rejets d'effluents liquides de la centrale.

Mais la chaleur peut aussi avoir un impact sur la disponibilité des matériels. « *Des températures éle-*

vées peuvent avoir des conséquences sur le fonctionnement des ventilations, des matériels de sûreté, et sur les capacités de refroidissement des systèmes de sûreté assurant l'évacuation de la puissance du réacteur », a rappelé jeudi, dans une note, l'IRSN, qui assure l'appui technique de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). De fortes températures peuvent notamment « perturber » le fonctionnement des groupes électrogènes de secours, indispensables en cas d'accident.

De futurs sites plutôt en bord de mer

En 2003 et 2006, les températures dans l'Hexagone ont déjà dépassé le niveau qu'avait historiquement retenu EDF à la conception des circuits de ventilation de ses centrales. Pour rendre les installations plus « robustes » à la chaleur, des modifications ont été faites depuis, liste l'IRSN : amélioration des performances des échangeurs thermiques, installation de climatiseurs

autonomes, ajout de batteries froides sur certains systèmes de ventilation. Dans le cadre des études préalables aux travaux de maintenance qui visent maintenant à prolonger au-delà de quarante ans ses 32 réacteurs de 900 mégawatts, l'IRSN a pointé que « *de nombreux matériels, notamment de sauvegarde, présentent de faibles marges entre leur température maximale admissible et la température atteinte dans leur local d'implantation* ». Selon l'institut, EDF s'est engagé à reprendre ses études thermiques d'ici à fin 2021, « *afin de s'assurer de l'existence de marges* », indique un avis publié en février.

A défaut, « *EDF devrait proposer des modifications permettant de garantir la tenue en température des matériels concernés* ». Pour l'avenir, ces épisodes de canicule vont aussi probablement inciter EDF à privilégier les sites en bord de mer plutôt qu'en bord de fleuve pour construire d'éventuels nouveaux réacteurs nucléaires. — **V. L. B.**